

LA VÉRITÉ



Premier journal paru dans la clandestinité (No 1 août 1940) PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE Section française de la IV^e Internationale

Bulletin intérieur Prix : 2 francs

CONTRE GOUIN-LA-MISERE LES IMPRIMEURS DONNENT L'EXEMPLE

L'offensive contre les travailleurs se développe

Félix Guoin leur présente la facture laissée par de Gaulle

LE JOURNAL OFFICIEL du 27 janvier 1946 publie la lettre adressée par Félix Guoin aux présidents des groupes Communiste, M.R.P. et Socialiste de l'Assemblée Constituante...

Les trois grands partis ont élu de Gaulle, l'ont applaudi, rappelé et enfin salué avec émotion lors de son départ « irrévocable ».

Aujourd'hui, Félix Guoin révèle le désastre économique et financier qui constitue le prix de la politique de grandeur du Général.

« La situation présente, dit la lettre de Guoin, sur la gravité de laquelle j'ai le devoir d'appeler immédiatement l'attention du pays en lui présentant un bilan sincère et complet, tant au point de vue financier qu'économique, exige sans délai DES MESURES D'UNE EXTREME RIGUEUR. »

QUELLES SONT CES MESURES D'UNE « EXTREME RIGUEUR » ET QUI VONT-ELLES FRAPPER ?

1. ECONOMIE DE 40 MILLIARDS SUR LES DEPENSES MILITAIRES.

Bravo ! On avoue donc aujourd'hui le scandaleux gaspillage d'argent que représentait le budget militaire. Mais ce budget a été voté PAR LES TROIS PARTIS, il y a à peine un mois !

Pourtant, 85 milliards restent encore inscrits à ce budget, dont la majeure partie servira toujours à financer l'infâme expédition coloniale qui édifie la IV^e République sur les cadavres des travailleurs indochinois.

2. SUSPENSION DE TOUT AVANCEMENT des fonctionnaires et des salariés des entreprises nationalisées.

3. ENTREPRISE DE DEMOLITION DU SECTEUR NATIONALISE, sous prétexte de réduire les frais généraux.

4. L'ACTION ET LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DANS LEURS PARTIS ET LEURS SYNDICATS, DANS LES QUARTIERS ET A L'USINE.

pour des parodies de nationalisations, sont invités à racheter leurs entreprises avec ces indemnités qu'on leur paie sur l'argent des contribuables !

4. NOUVELLE AUGMENTATION DES TRANSPORTS, malgré les promesses de blocage des prix.

5. AUGMENTATION DU PRIX DU CHARBON. Nombreux seront les travailleurs qui ne pourront acheter le peu de charbon de la ration.

6. BLOCAGE DES SALAIRES, ce qui « va de soi, pour Félix Guoin, durant la période des efforts ». Et tandis que le blocage des prix des produits de première nécessité devra remédier seulement « dans la plus large mesure possible » au blocage des salaires, ce dernier devra être maintenu avec « UNE RIGUEUR QUI EST MALHEUREUSEMENT INDISPENSABLE ».

7. DES SANCTIONS EXEMPLAIRES POUR ENRAYER LE MARCHÉ NOIR. Voilà 5 ans qu'on nous dit cela !!

8. Diverses mesures financières qui toucheront à coup sûr les petits rentiers, les petits porteurs d'actions, mais comme à l'habitude certainement pas les gros capitalistes.

« Une politique dure, reconnaît Guoin, impopulaire au premier chef. Antipopulaire serait plus exact.

Car toutes ces mesures sont dirigées contre vous, travailleurs, et Guoin le sait bien. Elles constituent un programme de famine et de surexploitation des masses laborieuses, digne continuation de la « grande pénitence » Pétain-de Gaulle. Et les 3 grands partis ont accepté « SANS RÉSERVES » un tel programme. Pour le M. R. P., tout le monde le comprend.

Mais le Parti Socialiste; mais le Parti Communiste Français... que 10 millions de travailleurs ont mandatés pour défendre leurs intérêts ! Leurs promesses électorales n'étaient donc que démagogie ?

Seule, désormais, la voix du P.C.I. s'élève pour la défense des exploités et des affamés.

Sans se lasser, il indique la voie pour en sortir :

L'ACTION ET LA MOBILISATION DES TRAVAILLEURS DANS LEURS PARTIS ET LEURS SYNDICATS, DANS LES QUARTIERS ET A L'USINE. (Suite page 2.)

SANS RÉSERVE

avec les grévistes de la Presse

A grève de la presse n'est pas un mouvement revendicatif quelconque. Son déclenchement coïncide avec la constitution du gouvernement tripartite à majorité socialiste-communiste et avec la déclaration de son président Guoin-la-Grande-Pénitence.

Ces circonstances font de la grève un événement politique considérable. Qu'elle soit victorieuse MALGRE les partis ouvriers ou qu'elle soit battue PAR eux, elle met un point final au « Double Jeu ».

L'équivoque n'est plus possible. Par leurs engagements envers la bourgeoisie comme par leur alliance au gouvernement avec le Meilleur Rempart des Profiteurs les nouveaux champions de l'ordre et de la résignation ouvrière se sont mis dans l'obligation de briser les grèves, toutes les grèves.

Dans sa clandestinité imposée par la grève « Le Figaro » donne le bon ton : « Le gouvernement — un gouvernement composé aux deux tiers par les partis ouvriers — proclame le « blocage » provisoire des salaires indispensables pour barrer la route à l'inflation. Il n'a pas seulement besoin pour cette politique de l'adhésion des partis, qu'il a obtenue mais de celle du pays. Si l'on accorde une augmentation de salaires à une catégorie de professionnels, de quel droit la refusera-t-on aux autres ? »

En effet, la victoire des ouvriers de la presse serait un encouragement pour tous les travailleurs qui revendiquent.

Il est bien normal qu'au lendemain de la déclaration de Guoin, le gouvernement s'affirme décidé à briser cette grève. Par la radio il a calomnié les grévistes en prétendant qu'ils gagnaient des salaires énormes. L'enquête de « La Vérité » auprès des travailleurs de la presse fait justice de ces mensonges. M. Deferre, nouveau sous-secrétaire d'Etat à l'Information avait cru bon de venir s'ex-

pliquer devant les grévistes. Ces messieurs du gouvernement ont trouvé que c'était encore une attitude trop libérale et Deferre a posé un lapin aux grévistes. Le gouvernement s'oppose par tous les moyens aux augmentations de salaires réclamés allant jusqu'à la menace de supprimer les journaux qui auraient accepté les conditions des grévistes.

Les partis ouvriers alignent leur attitude sur celle du gouvernement. Après avoir désavoué la grève des mineurs de Lens, après avoir transformé la grève des fonctionnaires en manifestation symbolique, ils s'efforcent de briser la grève des travailleurs de la presse. Ce n'est pas sans stupefaction que les grévistes les voient propager les calomnies lancées contre eux, tandis que leurs journaux continuent à paraître malgré les piquets de grève.

UNE DELEGATION DU P.C.I.

Le Parti Communiste Internationaliste a affirmé dès le premier jour, sa solidarité complète avec cette grève.

Il considère que les revendications des ouvriers de la presse sont tout à fait justifiées, et qu'ils recourent à la seule méthode efficace pour les faire aboutir.

Un numéro spécial de « La Vérité », entièrement consacré à la défense de la grève a été diffusé dans la Région Parisienne. Une délégation de notre Parti a assuré le Comité Central de Grève de notre solidarité agissante. Cette délégation a précisé les mesures qui nous paraissent propres à assurer le triomphe du mouvement :

1° Etendre la grève au labour, ainsi qu'à la presse de province.

2° Lui assurer une très large publicité par l'impression de tracts qui feront pièce aux calomnies lancées par les diviseurs stalinien et réformistes. Déjà les grévistes avaient édité une mise au point ainsi qu'un Bulletin Intérieur du Comité de Grève, mais cet effort ne paraît pas suffisant.

3° Mener, en liaison avec les organisations ouvrières la chasse aux vendeurs des feuilles éditées par les briseurs de grève.

LE COMITE DE GREVE

Il nous a semblé que le Comité Central de Grève, en particulier sous l'influence des dirigeants syndicaux, n'était pas l'animateur qu'il aurait dû être. On ne doit pas s'en étonner quand on sait que le mouvement a été imposé aux dirigeants par la base. Ainsi, à l'Assemblée générale du 29 janvier, le Comité Central de Grève a sa quasi unanimité était pour la reprise du travail ; sa position défaitiste a été rejetée à bulletin secret par 1.200 voix contre 400.

Tous les travailleurs avec lesquels nous avons pris contact, ont montré nettement leur désir de continuer la grève jusqu'à la victoire. Ils doivent veiller avec le plus grand soin à ce que leur Comité de Grève traduise réellement leur volonté. La victoire est à cette condition.

Et cette victoire intéresse directement l'ensemble de la classe ouvrière.

EN INDOCHINE...

« ON NE BRULE QUE DES PAILLOTES » dit Leclerc « LA FRANCE AIME L'INDOCHINE » affirme D'Argenlieu « LES OPERATIONS PAIENT » déclare le général Salan

Chacun sa façon d'aimer. Hitler aimait l'Allemagne; c'est pour cela qu'il avait fait des camps de concentration. Plus tard le cœur d'Hitler s'enflamma pour l'Europe entière. Il y eut un peu partout des Oradour. M. l'Amiral d'Argenlieu, gouverneur de l'Indochine, prenant la parole devant les notables à Saigon, le 11 janvier, a déclaré :

« Nous sommes venus parce que l'Indochine a encore besoin de la France et que LA FRANCE AIME L'INDOCHINE. La France n'est pas venue guidée par des intérêts matériels ou financiers, mais par HUMANITE. » Tout simplement, par humanité.

Seulement, le général Raoul Salan, au mépris de toute discipline militaire déclare : « LES OPERATIONS DANS LE SUD DE L'INDOCHINE DEVIENNENT PAYANTES. »

Autrement dit d'Argenlieu veut faire croire que l'on fait couler le sang indochinois, simplement par amour du... sang. Non, répond le général, pour tranquilliser ceux qui

« aiment » l'Indochine, ça commence A PAYER.

Les « terroristes » contre-attaquent... Laissons le général se livrer à sa comptabilité. Mais pourquoi juge-t-il nécessaire de rassurer les colonialistes ? C'est que la situation est « confuse » en Indochine. Alors éclairons-la.

Les partisans du Viet-Minh se battent avec héroïsme. Ils contre-attaquent. On se bat à 70 km. de Saigon. Des formations de l'armée Leclerc sont encerclées, comme en fait foi cette dépêche :

Paris, 10 janvier. — « La garnison japonaise de Qui-Nhon qui depuis trois semaines était encerclée par le Viet-Minh est tombée le 6 janvier. Une grande quantité d'armes a été prise par les forces annamites qui occupent la ville à présent. »

Et les japonais ne sont pas les seuls à subir ce sort. Des Français sont aussi encerclés. L'aviation essaye de leur parachuter des munitions et des vivres. Cependant l'état-major n'est pas tranquille. D'autant plus que les soldats se demandent pourquoi ils combattent les Indochinois. Si c'est par amour de l'Indochine, ils préféreraient en faire la démonstration d'une façon moins périlleuse, c'est sans doute pour cela que les patrouilles dans les rues de Saigon sont désormais assurées rien que par des officiers. Et il semble bien que certains soldats se soient réfugiés dans les rangs du Viet-Minh.

Le silence complice

Evidemment, de plus en plus, toute la presse s'entend pour faire le silence sur ces événements. Ne pourrait-on publier la liste des soldats tombés pour « l'amour de l'Indochine » ? Ça commence à payer, pense le général Salan. Est-on sûr que c'est l'avis des mères et des femmes des jeunes gars morts pour la Banque de l'Indochine

(Suite p. 2.)

Mise au point

Les salaires de 5 heures représentent en réalité des journées normales de 6 h. 40, et DIVISER LE SALAIRE PAR 5 EST UNE ERREUR VOLONTAIRE. La vérité est la suivante : les plus basses catégories donnent, sur la base de 40 heures, un salaire horaire de 35 fr. 65, les plus avantageuses un salaire horaire de 45 fr. 04. L'augmentation pour les travailleurs de nuit — loin d'atteindre les 25 % accordés par le ministre du Travail — représente à peine 9 % du salaire de jour.

Les membres du comité de grève ont tenu également à préciser que les travailleurs de la presse, par leur cohésion syndicale, ont maintenu intégralement leur convention collective durant la guerre et l'occupation, malgré les attaques multiples de l'occupant pour se procurer la main-d'œuvre qui lui faisait défaut.

Le Comité de grève.

LES CALOMNIATEURS CONFONDUS

Le tribunal correctionnel de Bordeaux a, par jugement du 22 janvier 1946, condamné le directeur du journal « La Victoire » (Front National) à 1.000 francs d'amende POUR LE DELIT D'INJURES ENVERS LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE. Il prescrit l'insertion du jugement dans 5 journaux.

Ce procès, entamé à la suite d'attaques calomnieuses contre nos camarades de Bordeaux et du refus des staliniens d'accepter notre proposition de Jury d'Honneur ouvrier, fait justice des ignobles procédés employés contre nous.

VISITE

aux grévistes

Samedi matin, les kiosques à journaux sont vides. Toute la presse parisienne est en grève. Le lecteur rouspète : « Ces imprimeurs, tout de même ! ce sont les ouvriers les mieux payés, ils gagnent jusqu'à 800 francs par jour. » Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose. MM. Croizat et Bayet connaissent leur affaire. Ils savent comment il faut s'y prendre pour diviser les travailleurs et briser une grève.

« 1.600 francs par semaine avec deux gosses, voilà ce que je rapporte chez moi », nous dit un rotativiste que nous avons interrogé au Popu. Si vous croyez qu'avec un salaire pareil on est plus avantagé qu'un métallier... Ceux qui lancent des bruits pareils pour nous discréditer sont des salauds !... ajoute un autre.

Pour l'échelle mobile

Depuis samedi soir, toutes les imprimeries sont occupées par les piquets de grève. Comment votre mouvement a-t-il commencé ? Depuis quatre mois, nos délégués, dans des discussions interminables, réclamaient que soit appliquée l'échelle mobile des salaires à l'indice 4 par rapport à 1939. Actuellement, les salaires quotidiens, aux rotatives, sont les suivants :

Table with 3 columns: Job title, Day, Night. Rows include Conducateur, 1 premiers, 2 seconds, 2 sangleurs, 1 chariotier.

(Suite page 2.)

VÉRITÉS...

La D. G. E. R. n'est pas dissoute

On se souvient qu'au procès Pétain, le commandant Loustaneau-Lacau déclara : « Oui, j'ai organisé des groupes anti-communistes dans l'armée et je continuerai ».

Or, le 25 janvier, « Cité-Soir » écrit : « Nous n'ignorons pas que certains militaires en France nourrissent le désir d'étrangler la « gueuse » ».

Ceci n'est pas sans rapport avec le départ de de Gaulle. D'autre part, un sympathisant nous fait part de bruits concernant certaines caisses de fusils entreposés chez un officier de Marine demeurant du côté de La-Motte-Piquet. Tout cela est clair pour qui sait comprendre.

Et pour reprendre une phrase de Vaillant-Couturier :

« Ça n'est pas avec les vieux clichés de 1793 qu'on lutte contre le fascisme. C'est en préparant la révolution prolétarienne. »

Dans la grande armée républicaine Un officier accueille des recrues arrivant à la caserne de Guingamp :

« Ah ! les voilà ces voyous de F.F.I. » Un gars murmure : « Et dire qu'on a payé 125 milliards d'impôts au budget de l'armée pour s'entendre dire ça ! »

Il manque du monde au procès de Nuremberg

Le Général Gracey, grand ami du moine d'Argenlieu, a lancé la proclamation suivante :

« Tout Annamite qui sera pris les armes à la main sera fusillé. »

C'est pour une phrase du même genre écrite par Coering que la grande presse scandaleuse... tout en ajoutant en deuxième page : « Les opérations d'Indochine se déroulent d'une façon satisfaisante. »

Les crimes de l'impérialisme

En juin dernier plus de 4.000 Algériens ont été fusillés sans jugement par les autorités françaises. Les grands partis ouvriers auraient bien rompu depuis longtemps avec cette bourgeoisie d'assassins. Seulement, voilà... ils ont 4 banques à nationaliser !!!

Une bonne blague

Retirer nos troupes de Grèce, vous n'y pensez pas ! déclarent les délégués de Sa Majesté britannique à la conférence de l'O. N. U.

Et ils ajoutent : ce sont les Grecs qui nous demandent de rester.

Les Grecs, ça veut dire le gouvernement du Sophoulis, gilet rayé des banquiers de Londres.

C'te bonne blague ! Bien sûr qu'il est pour l'occupation le citoyen Sophoulis.

Car sans elle il aurait tôt fait de perdre sa place... et dans les 8 jours ! Et peut-être la tête avec !

L'œil du voisin

« Lu dans « L'Humanité » du 24 janvier, en gros titre : « Grèce et Indonésie doivent recouvrer la liberté. » Très juste, les masses laborieuses de ces deux pays sont opprimées par l'impérialisme anglais membre de l'O. N. U.

Mais tout de même, la paille indonésienne ne devrait pas nous faire oublier la poutre indochinoise.

L'OFFENSIVE... SE DEVELOPPE

(Suite de la première page)

Et les étapes immédiates de cette action:

- Un plan de production établi par la C.G.T. visant à satisfaire les besoins des masses;
- De vraies nationalisations par expropriation des gros capitalistes;
- Le contrôle ouvrier sur l'ensemble de la production;
- L'échelle mobile des salaires garantissant le pouvoir d'achat de 1939 en produits taxés (indice 4);
- Le ravitaillement direct des villes par les syndicats et les organisations de ménages, de paysans, de petits commerçants; la suppression des intermédiaires, affameurs et pourvoyeurs du marché noir.

Il est de plus en plus clair que là, et là seulement, réside le salut.

Les 200 familles et leurs agents M. R. P. combattront sans réserve ces mesures...

Raison de plus d'œuvrer en commun à leur réalisation; raison de plus pour notre parti d'intensifier sa lutte contre les 200 familles et contre la honteuse coalition socialo-communiste avec leurs agents, de mener campagne pour l'unité d'action des partis ouvriers.

Nous leur disons: chassez les ministres M. R. P., formez un gouvernement communiste-socialiste-C.G.T., appliquez un programme pour le peuple dont nous venons d'indiquer les grandes lignes. Nous vous donnerons tout notre appui, et le concours enthousiaste de toutes les couches laborieuses du pays vous est assuré.

Ce n'est pas de manœuvres démagogiques que le peuple a besoin, mais de réalisations rapides et efficaces.

Ce n'est pas dans les gros titres de journaux qu'il faut demander au « parti-frère » de rompre avec le M.R.P., il faut rompre soi-même et engager une action énergique pour le gouvernement des partis ouvriers. En un mot, il faut ne pas avoir peur du peuple.

Notre parti n'a aucune illusion dans la volonté de lutte des dirigeants du P.C.F. et de la S.F.I.O. contre les capitalistes. Mais il ne peut oublier que les travailleurs ont mis en eux leurs espoirs et leur confiance; il s'adresse donc à ces millions d'hommes, et de femmes, les appelle à contraindre les dirigeants timorés et parjures à prendre leurs responsabilités, à faire, bon gré mal gré, un pas en avant, à constituer un gouvernement du P.C.F., de la S.F.I.O. et de la C.G.T., défendu et contrôlé par les travailleurs.

ERRATA

N° 107 de « La Vérité »

1° Dans la résolution du Bureau politique, 3° colonne, ligne 8, lire:

« dans la mesure où il appliquera CE programme » et non « son programme ».

2° Dans l'article *Pour conjurer la famine*, 4° colonne, § 1, après l'astérisque, lire:

« Quand le gros capital s'enrichit il faut fatalement que les PARIAS paient les frais » au lieu de « que les poires paient les frais ».

3° Dans l'article: *Ne désertez pas vos syndicats*, 2° colonne, 3° alinéa, lire:

« Doit-on y voir un hasard ou serait-ce PARCE QUE ces deux centrales sont parmi celles qui restent le mieux dans la ligne: Produire d'abord, au lieu de: « ou serait-ce une farce que ces deux... »

LA LUTTE des ventres creux

Nouveau Boulanger sans farine, le général veut mettre, par son départ, les partis ouvriers dans le pétrin; démontrer leur incapacité, les discréditer. Ainsi, le terrain sera favorable à une agitation fasciste. Que faire? Est-il possible d'améliorer le ravitaillement? Oui! Si l'on a confiance dans la classe ouvrière, et dans les paysans travailleurs, dans leurs organisations, la C.G.T. et la C.G.A.

Les stocks de farine ne permettent qu'une attribution de 300 grammes de pain, disent les services officiels. Nous ne vous croyons pas sur parole. Nous voulons contrôler les stocks et les importations.

Nous voulons la nationalisation sans indemnité ni rachat des trusts de la meunerie. Nous voulons que syndicats ouvriers et paysans prennent en mains la gestion des grands moulins.

Il faut faire la chasse aux trafiquants, les traduire devant les tribunaux populaires: la peine de mort pour les affameurs.

Il y a de la viande. Elle est moins chère en province sur le marché illégal, qu'à Paris au cours officiel. Mais une cascade d'intermédiaires (et particulièrement les « chevillards ») gagnent à eux seuls plus que le producteur ou le détaillant. Il faut supprimer les intermédiaires. Des Comités nommés par les syndicats ouvriers et paysans peuvent considérablement améliorer la situation.

Pour importer, il faut des devises et des bateaux. On ne peut employer ces devises pour acheter des tanks, employer les bateaux pour les transporter en Indochine, et avoir les mêmes devises et les mêmes bateaux pour ravitailler le peuple. Sur ce problème, comme sur tous les autres, les intérêts de la classe ouvrière ne sont pas les mêmes que ceux de la banque d'Indochine et des trusts du caoutchouc. En combattant contre l'intervention criminelle des esclavagistes en Indochine, le peuple combat pour ses propres intérêts.

Le 4 janvier, Frachon, répondant au M. R. P. du Nord qui réclamait 400 grammes de pain, stigmatise les « Thevardiers de la politique ». Il est évident que le M.R.P., parti de la bourgeoisie, est peu qualifié pour lancer une telle revendication, alors que c'est SA politique qui a été menée par tous les gouvernements depuis 18 mois. Mais les ouvriers, qui ont faim, sont-ils aussi des « Thevardiers »? Si oui, pourquoi l'Humanité a-t-elle inséré, le 8 janvier, le communiqué de la C.G.A. demandant... 400 grammes de pain? Et pourquoi dix jours plus tard réclame-t-elle 350 grammes?

L'Humanité ignore-t-elle qu'il y a, dans les quartiers ouvriers, beaucoup de « Thevardiers » qui veulent du pain. Le système actuel consiste à donner les responsabilités du ravitaillement à ceux qui n'ont pas faim (les chevillards pour la viande, les meuniers pour le pain). Une solution n'a pas encore été essayée. Celle qui consiste à confier l'organisation du ravitaillement aux syndicats ouvriers et paysans, aux comités de ménages, de petits commerçants et de consommateurs. Ce n'est pas en composant avec les affameurs que l'on peut donner à manger au peuple. Mais au contraire, c'est en donnant au peuple les moyens de traquer ceux qui l'affament.

Ce n'est pas là la politique des « Thevardiers ». Mais celle appliquée par les bolcheviks pendant la révolution russe. Et ils ont vaincu la famine, malgré la coalition des impérialismes. Seulement, ils avaient confiance dans l'initiative des masses. C'était même cela la base de leur politique.

4° Dans l'article *Un bourreau de l'Indochine*, 5° col., fin du 3° alinéa, lire:

« Mais parce qu'une bande de SOU-DARDS galonnés est entretenue grassement... » au lieu de: « une bande de salauds galonnés ».

En Afrique

les Travailleurs noirs ne sont ni « sages » ni « dociles »

LES professeurs de lycée avaient fait grève — des blancs. Ils obtinrent satisfaction. Cela a commencé ainsi. Et rapidement la grève des travailleurs noirs s'étendit à tout le Sénégal.

La grève continuera...

Les colonialistes, pour enrayer le mouvement... signèrent un décret interdisant la grève pour les Africains. Résultat: ces derniers décidèrent que même si on accordait satisfaction à leurs revendications économiques, ils continueraient la grève pour obtenir la suppression du décret.

Rien ne va plus...

Décidément, tout se complique sur cette planète en ébullition. Au moment où les techniciens de l'armée américaine entrent en contact avec la Lune, les « nègres » se mettent à discuter les ordres des « blancs ». C'en est trop pour les cervelles si cultivées de nos colonialistes. Que faire?? Il va falloir des avions et des canons pour que les colonialistes puissent continuer « leur mission civilisatrice ». Mais on en manque déjà pour l'Indo-Chine.

Y a-t-il des « agitateurs » dans la steppe du Sénégal?

Quelle mouche a piqué brusquement les Africains, si « sages » et si « dociles » jusqu'alors?

Des agitateurs trotskystes sont-ils venus semer des idées de révolte? Non point. C'est un fait qu'avant la guerre on ne connaît qu'un seul cas de grève (celui des 5.000 ouvriers des Ateliers de Chemins de Fer, à 70 kilomètres de Dakar), en 1938. Mais il s'agit aujourd'hui d'une grève générale. A quoi l'attribuer?

Les indigènes sont honteusement exploités. Cela est vrai depuis toujours et n'a fait que s'accroître. Ils sont dans l'obligation de travailler, moins pour manger (ce problème est facile à résoudre dans ce pays agricole) que pour payer les impôts. Il s'agit donc d'un travail forcé.

Dans ces conditions, les indigènes peuvent « tenir » la grève beaucoup plus longtemps que leurs camarades européens. Si la grève dure, les colonialistes ne pourront percevoir leurs impôts... mais les travailleurs africains ne s'en porteront pas plus mal. Le prestige des blancs Par ailleurs cette guerre a ouvert

les yeux de la masse indigène. Beaucoup de soldats africains ont participé... à la glorieuse retraite de juin 1940. Donc les blancs sont vulnérables. D'autre part, le « mystère » de la civilisation mécanique est beaucoup moins mystérieux. Nombreux sont ceux qui savent maintenant conduire un camion, voir un tank. D'où la réflexion de tirailleurs sénégalais: « Qu'on nous donne des tanks et nous pouvons conquérir le Monde!! » Enfin, au cours de la guerre, les différents groupes raciaux ont appris à parler un dialecte unique. De raisonnement en raisonnement, les indigènes ont acquis la certitude « que les Français ne sont pas si forts, que ça » et la présence des Américains à Dakar les a confirmés dans cette opinion.

Manque de cadres...

Malheureusement, les Africains manquent de cadres. Contrairement aux autres Colonies, aucune culture ne peut être assimilée en Afrique noire, sans la connaissance de la langue française. Et l'impérialisme français, contre le désir des indigènes, s'efforce de leur empêcher l'étude correcte de notre langue, qu'ils remplacent par un parler « petit-nègre », sans pour cela leur donner un enseignement dans leur langue. Tout comme en Algérie et en Indo-Chine, il interdit la langue indigène. L'essentiel n'est-il pas, en Asie ou en Afrique, d'avoir des esclaves illettrés?

Un exemple: A Dakar existe un magnifique Lycée fréquenté par 1.000 élèves blancs ou noirs. Seulement sur les 1.000 élèves il y a 50 noirs. Et cependant, le désir de s'instruire est tel, qu'il faudrait construire des centaines d'écoles et de lycées pour pouvoir recevoir les aspirants à l'instruction.

Les cadres indigènes sont donc présentement à peu près inexistantes. Les mouvements de grève sont de caractère absolument spontanés. Le phénomène n'en est que plus remarquable.

Nous y reviendrons. Car si toute notre sympathie est acquise aux Africains, comme elle l'est à tous les peuples exploités, nous croyons nécessaire d'analyser sérieusement le problème, afin d'apporter notre contribution à la lutte de nos frères coloniaux.

VISITE AUX GRÉVISTES

(SUITE)

de métier), 1.861 fr. 80 et pour un chariotier, 1.425 fr. 60. Divisez par 40 heures et cela vous donnera respectivement 46 fr. 58 et 35 fr. 65 de salaire horaire. Les tarifs de nuit ne nous sont majorés que de 25 francs, en plus.

Et n'oubliez pas de réduire 20,50 pour les Assurances sociales et l'impôt cédulaire, ajoute un autre ouvrier. Et les conditions insalubres dans lesquelles nous travaillons. Dans toutes les imprimeries, les machines sont au moins à 15 ou 20 mètres sous terre. Chez Fusa, elles sont à 21 mètres. C'est un métier très sale et insalubre. L'hiver on est obligé de supprimer la ventilation et nous travaillons en tenue légère dans le froid, le cas de plomb et de benzolisme sont fréquents. La nuit, nous n'avons droit à aucun casse-croûte, à aucun frais de déplacement. Quand on quitte à 4 heures du matin, on ne peut tout de même pas attendre, dans la rue, les premiers mètres, on est bien obligé d'aller au bistrot, voyez ce que ça nous coûte. Avec des heures aussi irrégulières de travail, on est obligé de faire des repas supplémentaires.

La grève s'étendra-t-elle ?

Quelles sont les catégories professionnelles qui sont touchées par la grève? Les rotativistes, les clichés, les photographeurs, la photo-presse, le service départ. Environ 1.600 ouvriers.

Avez-vous l'intention de l'étendre au travail? Le Comité central de grève y est opposé, mais nous pensons que cela serait nécessaire. Tout ce que les journaux clandestins ont tirés, par les petites boîtes, sur machines à plat. Quelle position avez-vous à l'égard de ces journaux?

Les feuilles jaunes

Nous sommes contre leur parution et leur vente. Ceux qui en font paraître sont des briseurs de grève. Un ouvrier laisse apparaître toute sa rancœur: « Quand ce sont des journaux comme *l'Aube*, le *Figaro* ou

l'Epoque, cela ne nous étonne pas, la bourgeoisie est évidemment contre la grève et contre l'augmentation des salaires. Mais pour les journaux ouvriers comme *L'Humanité* et *Ce Soir*, c'est vraiment dégoûtant. » « Sur-tout, ajoute un autre, que ces feuilles de choux n'ont même pas le label syndical et qu'il n'y a pas l'adresse de l'imprimerie. Ils ont peur qu'on y envoie des piquets de grève. » Un ouvrier sort de sa poche « *L'Echo du 12° arrondissement*, journal d'informations locales, édité par la Section du 12° du P.C.F. — Là, il y a le label, dit-il, mais lisez un peu le commencement de la manchette: « Au moment où notre pays traverse une crise gouvernementale, une grève inconsiderée a empêché les quotidiens parisiens de paraître. » — Il n'y a pas à dire, ajoute-t-il, le P.C.F. a une drôle de façon de défendre nos revendications; il est vrai que Croizat a refusé formellement de nous accorder l'augmentation et que *Ce Soir*, format de poche, est reparu un des premiers. Nous avons d'ailleurs envoyé des équipes qui donnent la chasse aux vendeurs de journaux clandestins. On les leur confisque purement et simplement. Le Syndicat des vendeurs de journaux a téléphoné à Hénaff: « Que doit-on faire, a-t-il demandé, continue-t-on à vendre les journaux ou devons-nous faire cause commune avec les imprimeurs? » Vendez, vendez, a répondu Hénaff.

Gouin-Croizat intransigeants

Nous demandons: il paraît que certains journaux avaient accepté de vous accorder l'augmentation et que le Gouvernement a interdit qu'ils paraissent? C'est exact. D'abord, il faut vous dire que l'édition des journaux est une bonne affaire pour les capitalistes. *France-Soir* a pu rembourser au gouvernement les 3 millions qui lui avaient été avancés. Nous avons calculé que pour *Hebdo-Variétés* que nous avons tiré cette semaine, chaque numéro lui revenait, avec l'ancien tarif, à 4 fr. 63; avec l'aug-

En Indochine...

(suite de la première page)

et les planteurs de caoutchouc? Puisque ça commence à payer, renseignez-nous, Messieurs les Ministres, sur le montant des pensions allouées aux veuves et aux mères et aussi sur la somme des bénéfices empochés par le trust du caoutchouc. Mais vous préférez, n'est-ce pas, les phrases hypocrites de *d'Argenlieu* au « réalisme » du général Salan.

La relève des morts...

Les forces de Leclerc sont insuffisantes. Le Viet-Minh contrôle la majeure partie du territoire. Il s'agit donc d'une seconde conquête de l'Indochine, beaucoup plus difficile que la première. De plus il faut remplacer les morts. Evidemment les officiers du Mikado sont de dignes défenseurs de la civilisation française contre la barbarie indochinoise! Mais cela ne suffit point. Alors?? Alors de jeunes gars de vingt ans seront embarqués encore à Marseille et iront mourir à Saigon pour M. Baudoin, gouverneur de la Banque d'Indochine, ex-ministre de Pétain. La Relève continue... ou la déportation!

Et cela ne change rien à l'issue du conflit

Les colonialistes auraient pu peut-être asseoir provisoirement leur domination, par une vaste opération, rapide et sanglante. Maintenant il est trop tard. Les partisans du Viet-Minh peuvent encore reculer, ils ont l'espace.

Rien n'est moins sûr, d'ailleurs, que leur recul.

Si vous en doutez, lisez les articles angoissés que « *Le Monde* » des 200 familles vient de consacrer à la question.

La politique criminelle des colonialistes est vouée à l'échec.

Peu leur importe. Ce sont les masses populaires qui payent par leur travail, par les impôts, par le sang des soldats et par la faim. Car, comme disait la manchette du dernier numéro de « *La Vérité* »: « Un bateau qui débarque des tanks à Saigon ne peut pas débarquer du blé au Havre. »

Travailleurs français, il n'est plus possible d'attendre pour protester par des actes contre la politique des colonialistes qui vous affament!

Les intérêts des Indo-Chinois ce sont précisément vos intérêts. Par votre action de classe, vous avez le pouvoir d'arrêter cette folie criminelle.

Et vous trouverez dans les travailleurs indo-chinois des alliés qui, au-delà du Viet-Minh, sauront lutter pour une Indo-Chine socialiste.

Dans vos syndicats, exigez que l'on passe à l'action.

A l'action dans la Métallurgie. A l'action chez les Cheminots. A l'action chez les Dockers.

Contre l'envoi du matériel en Indo-Chine.

Pour la reconnaissance du Viet-Minh.

Pour le retrait des troupes d'invasion.

La victoire de l'Indo-Chine sera une victoire pour la classe ouvrière.

La victoire des colonialistes c'est le retour triomphal de Leclerc pour briser vos grèves.

Travailleurs, votre action ou votre passivité peut jouer un rôle déterminant.

Il faut choisir! Marcel BAUFRERE.

mentation, il lui coûtera 4 fr. 75, il est vendu 10 francs. Pour *l'Etoile du Soir*, qui tire à 100.000, l'augmentation sera de 2,9 centimes par numéro. Les directeurs de journaux s'arrachent d'ailleurs les cheveux. *Libération*, par exemple, perd chaque jour 300.000 fr. Trois grands quotidiens avaient accepté les nouveaux salaires, mais la Fédération de la Presse s'est opposée au tirage, et le Gouvernement a menacé d'interdire le journal et d'enlever le titre.

« Pour nous, ajoute un ouvrier, du moment qu'un journal accepte l'augmentation, nous le tirons, qu'il soit réactionnaire ou non. D'ailleurs, si on entrainait dans ces questions, aucun ne devrait paraître, car aucun ne nous défend. Au contraire, nous devons utiliser la division des patrons pour imposer ainsi nos revendications.

CAMPAGNE D'ABONNEMENTS

PALMARES DES REGIONS ET RAYONS

Rayon ou Région	Quota	Sousc.	Pourc.
600 GRENOBLE et LA MURE ..	25	119	476
REG. PARIS: 2° RAYON....	35	50	143
REG. PARIS: 1° RAYON..	35	40	114
Région Paris: 5° rayon	35	33	94
Isolés.....	20	16	80
Rég. Paris: 4° rayons	25	18	72
Clermont-Ferrand.....	25	16	64
Région Paris: 7° rayon	35	13	37
Région Paris: 3° rayon	35	9	26
Bretagne.....	200	54	17
Nantes.....	30	4	13
Bordeaux.....	35	3	9
Lyon, Saint-Etienne, etc.....	40	2	5
Marseille.....	5	0	0
Châlons-sur-Marne.....	10	0	0
Lille.....	30	0	0
Région Paris: 6° rayon	35	0	0

655* 377 58

* Le chiffre de 655 au lieu de 500 correspond à la demande d'augmentation de quota de la Région Bretonne (voir ci-dessous). *Tous ces chiffres sont basés sur les bulletins arrivés à l'administration le 29 janvier.

PALMARES DES ENTREPRENEURS

50 Paul Fabre, La Mure.....	103
Gérard, Brest, Bretagne.....	30
Bertrand, Région Paris, 1° rayon.....	29
Fr., Quimper, Bretagne.....	22

LES AMIS DE « LA VERITE » AU TRAVAIL

Nous nous excusons auprès des camarades de n'avoir pas publié, comme annoncé, dans le N° 107, les premiers thermomètre et palmarès. Ils paraîtront régulièrement maintenant dans chaque numéro jusqu'à la fin de la campagne.

Les camarades de la Région Bretonne considèrent comme beaucoup trop facile à atteindre le quota de 50 qui leur avait été fixé, et réclame qu'il soit porté à 200. Si l'on s'étonne de ne les voir qu'en 10° position sur la liste, il est à noter que, s'ils avaient conservé le quota de 50, ils l'auraient déjà dépassé avec un pourcentage de 108 %. Bravo, camarades de Bretagne!

Y a-t-il d'autres régions qui veulent suivre cet exemple? Le concours entre les camarades paraît être déjà gagné par le remarquable camarade Paul Fabre, de La Mure, qui distance et de loin ses concurrents. Pour que ceux-ci ne perdent pas l'espoir, un livre sera également attribué à celui qui se classera second.

Le départ fut lent; mais maintenant l'élan est donné. Nous sommes d'ores et déjà certains que le quota global sera facilement dépassé. Et il le faut. Nous projetons de commencer la parution sur grand format à partir du N° 110, daté du 16 février; mais cela dépend d'une réussite éclatante de la campagne, sur laquelle se base entièrement le financement de ce grand pas en avant, si nécessaire politiquement, et tellement souhaité par tous les camarades. Le but se rapproche; redoublons d'effort, et faisons exploser le thermomètre!

L'Administrateur.

A PROPOS DU CONGRÈS DES INSTITUTEURS

Solidarité avec les victimes d'Hitler!

Le journal « *Front ouvrier* », organe d'information et de discussion syndicale, a été inscrit dans son numéro du 19 janvier 1946, la totalité d'une résolution votée à l'unanimité par le Congrès des Instituteurs dont la fin n'avait pas été publiée par « *La Voie Ouvrière* » et « *Le Peuple* ».

La dernière partie de cette résolution réclame le droit des peuples coloniaux à disposer d'eux-mêmes et s'élève contre la répression en Indochine. Ceci est tout à fait juste. Par contre, nous désapprouvons la première partie de la résolution qui veut nous faire avaler des formules telles que: « le fanatisme dans lequel s'est laissé entraîner la plus grande partie du peuple allemand » et qui propose de « procéder à la rééducation de la jeunesse allemande ».

L'internationalisme prolétarien ne s'arrête pas aux frontières de l'Allemagne. Le peuple allemand n'est pas plus responsable de l'arrivée au pouvoir des nazis qu'il est responsable de Buchenwald ou de Dachau, que le peuple français aujourd'hui n'est respon-

sable des massacres épouvantables où des destructions systématiques des villages en Indochine.

Ce sont les Krupp, les Thyssen et aussi les banquiers de New-York, de Londres et de Paris, qui ont poussé Hitler au pouvoir en 1933 pour écraser le prolétariat révolutionnaire. Mais cette manœuvre n'aurait pu réussir si la bourgeoisie allemande n'avait trouvé dans les dirigeants du Parti Socialiste, des alliés certains. De leur côté, les dirigeants communistes allemands, par leur politique sectaire et de direction de la classe ouvrière, ouvrirent la porte à Hitler. Pendant plus de dix ans, les uns et les autres conduisirent le prolétariat allemand à de défaites en défaites, d'échecs en échecs et firent le lit du fascisme.

Le prolétariat allemand n'a à recevoir de leçon de personne. Il fut la première et la principale victime des atrocités nazies; ses morts se comptent par centaines de milliers dans les camps de concentration.

La bourgeoisie alliée qui veut continuer

sa politique de pillage et de brigandage en Allemagne est pour la « rééducation » du peuple allemand. Cela se comprend. Elle veut qu'on apprenne aux travailleurs allemands à accepter la misère, la famine, la surexploitation, la déportation, les vexations de toutes sortes.

Nous espérons que nos camarades instituteurs comprendront leur erreur et qu'ils joindront leur voix à la nôtre pour dénoncer la politique de brigandage de la bourgeoisie alliée en Allemagne, seul moyen d'aider le prolétariat allemand à reprendre la lutte révolutionnaire.

ABONNEMENTS

26 Numéros 50 fr.
52 Numéros 100 fr.
[C. C. P. E. Saujeat 3205-19 Paris

Impimerie Spéciale de « LA VÉRITÉ »

